



HAL
open science

Bataille d'Alger

Raphaëlle Branche

► **To cite this version:**

Raphaëlle Branche. Bataille d'Alger. in Tramor Quemeneur, Ounissa Siari Tengour, Sylvie Thénault (dir.), Dictionnaire de la guerre d'Algérie, 2023. hal-04282961

HAL Id: hal-04282961

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04282961>

Submitted on 13 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

- bataille d'Alger

Densément peuplée par des Algériens ayant fui les rigueurs de la guerre et venus grossir les rangs de ses bidonvilles, tandis que la vieille ville de la Casbah concentre une population plus ancienne, Alger est aussi la vitrine de l'Algérie française avec le siège du pouvoir politique, une université, un musée des beaux arts, un opéra et d'autres bâtiments typiques d'une capitale coloniale sûre d'elle et désireuse de manifester dans le bâti et le foncier, dans les murs et dans les rues, la présence française. Elle concentre aussi les hôtels qui, en temps de guerre où la circulation est devenue plus complexe, concentrent les journalistes français et étrangers, ainsi que les représentants consulaires témoins de l'aura international de cette ville. Or c'est précisément là que, depuis l'automne 1956, le FLN commet des attentats contre des lieux de détente privilégiés par la population française, à commencer par le Milk Bar et la Cafétéria, le 30 septembre. Une Zone autonome d'Alger (ZAA) est créée dans ce but. Dirigée par Larbi Ben M'Hidi, elle sera bientôt incarnée par Yacef Saadi, son adjoint chargé des attentats, assisté d'Ali La Pointe. Au pouvoir colonial qui prétend maîtriser l'extension d'une révolte populaire et armée qui monte, ces violences adressent un démenti cinglant.

Alors que l'Assemblée Générale des Nations-Unies s'apprête à prendre position sur la situation en Algérie en janvier 1957, le FLN choisit de faire à Alger la démonstration de sa puissance. L'image des quelques militants, réussissant à déposer des bombes, fussent-elles très meurtrières, ne suffit pas – l'implication des femmes, comme Djamila Bouhired et Djamila Bouazza, marque les esprits. Le FLN veut montrer au monde qu'une majorité des habitants algériens de la ville le soutient. Pour cela, il lance un appel à faire grève pendant toute la semaine de session des Nations Unies. Si les rideaux des commerçants restent baissés, si les fonctionnaires ne se rendent pas à leur travail, si les tramways, les bus, les postes et télécommunications sont au ralenti, si le port d'Alger ne fonctionne plus, alors l'influence du FLN dans la population algérienne sera démontrée. L'enjeu est de taille : apparaître comme le représentant légitime du peuple algérien, non seulement vis-à-vis de la France coloniale mais vis-à-vis du monde entier.

Quoiqu'elles s'imaginent des méthodes du FLN pour obtenir cette adhésion populaire, les autorités françaises ont bien perçu l'image désastreuse qu'il résulterait d'un succès de cette grève. Rompant avec les méthodes répressives classiques voulant que l'espace urbain soit réservé à la police, elles investissent une division parachutiste des pouvoirs de police dans le but premier de la briser. Le 7 janvier 1957, le général Massu reçoit ces pouvoirs pour Alger et ses environs. Après avoir brisé la grève, les hommes de la 10^e Division Parachutiste s'attachent à démanteler l'ensemble du FLN et de ses réseaux.

Avançant à l'aveugle dans une ville qu'ils ne connaissent pas, totalement ignorant des techniques policières de lutte contre une organisation clandestine, les parachutistes organisent un quadrillage de la ville visant à identifier la population algérienne et à repérer les mouvements suspects. Ils mettent aussi en place des centres de torture où chaque régiment conduit les personnes arrêtées. Les méthodes sont d'une extrême violence, en totale illégalité mais soutenue par le haut commandement militaire soucieux de réussir sa mission et persuadé qu'il faut que l'armée s'adapte aux nouveaux visages de son ennemi.

Les militaires français aimeront pourtant parler de bataille d'Alger ; les militants du FLN aussi. Le succès mondial du film éponyme de Gillo Pontecorvo (1965), financé par Yacef Saadi qui y joue son propre rôle, achèvera d'imposer l'évidence de cette expression. Pour ceux qui se sentent humiliés par une action jugée dégradante pour des unités d'élite, comme pour ceux qui sont réduits à une clandestinité de plus en plus étouffante et finalement rendus impuissants par la terreur, parler de « bataille » est valorisant. Pourtant où est la bataille ? A Alger, point d'armées face à face mais des troupes de soldats aguerris aux prises avec une population civile suspectée de cacher,

d'héberger, de soutenir des militants, collecteurs de fonds, propagandistes ou encore poseurs de bombes. Pour faire parler les suspects raflés ou arrêtés de manière plus ciblée, la torture devient systématique. Avec elle, se développe un argumentaire appelé à un grand succès : la torture serait le moindre des maux. La 10^e D.P. diffuse, en effet, l'exemple théorique d'un terroriste tout juste arrêté après avoir déposé une bombe et qui doit livrer à ces interrogateurs son emplacement avant qu'elle n'explode et ne fasse des victimes. L'exemple a valeur d'exemplum : comment ne pas conclure qu'il est souhaitable de torturer cet homme plutôt que de laisser exploser sa bombe meurtrière ? Comment ne pas choisir entre deux maux le moindre, comme le soutiennent alors un prêtre parachutiste et un des officiers tenants d'une nouvelle doctrine de guerre ? Les contextes dans lesquels sont arrêtées des personnes, sur la base de simple suspicion d'appartenance au FLN ou de lien avec des militants, n'ont rien à voir avec cette situation de bombe prête à exploser. Pourtant, l'argumentaire porte alors et étouffe les dilemmes moraux de nombreux militaires ou politiques.

Plus complexe est la justification d'autres pratiques qui deviennent typiques de cette répression menée par les parachutistes de la 10^e D.P : la disparition et les assassinats maquillés en suicides. Ainsi Larbi ben M'Hidi, l'un des fondateurs du FLN et membre du CCE, est assassiné peu de temps après son arrestation, début mars 1957. Véritable pied de nez au pouvoir politique qui aurait pu le juger et le condamner, cet assassinat, comme d'autres, témoigne du sentiment d'impunité absolue des militaires à cette période. Le scandale éclate cependant en métropole où les réactions contraignent Guy Mollet à réagir. Après s'être ému qu'un gouvernement comptant plusieurs résistants déportés puisse être accusé d'avoir laissé accomplir des méthodes dignes des nazis, le Président du Conseil s'attache à réduire les dimensions les plus scandaleuses de cette répression. Il ne perturbe toutefois pas fondamentalement son action, jugée efficace et vantée par les militaires. De fait l'élimination de Ben M'Hidi porte un coup dur au FLN et le CCE décide de quitter le territoire algérien pour diriger la guerre de l'extérieur.

Après une reprise des attentats au mois de juin, en particulier celui du Casino de la Corniche le 11, la répression connaît une deuxième phase qui finit d'écraser le FLN à Alger à l'automne. Yacef Saadi est arrêté en septembre, Ali la Pointe tué en octobre par le plastiquage de sa cache de la Casbah qui fait plusieurs morts dont Hassiba Ben Bouali. Les attentats cessent et les parachutistes quittent la ville. Les techniques répressives utilisées par l'armée française sont théorisées, présentées comme efficaces et diffusées hors d'Alger. Le FLN, quant à lui, se replie ailleurs. Au-delà de ses militants, les idées qu'il défend ne sont pas éradiquées. La violence brutale de la répression française réussit, au contraire, à les alimenter. Si on parle de bataille, à Alger en 1957, ce doit être alors pour se souvenir que gagner une bataille n'est pas gagner la guerre.

Raphaëlle Branche

Bibliographie :

Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée*, Paris, Gallimard, 2001.

Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002.